

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Gaz-le-jackpot-tranquille-902.html>

# Gaz : le jackpot tranquille - 1/2

- Articles -



Date de mise en ligne : lundi 2 novembre 2015

---

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

---

**+3,9 % en octobre, +2,2 % en novembre, + 72 % depuis dix ans, « c'est monté à 258 Euros pour deux mois, contre 104 Euros avant... » Au Secours populaire du Puy-en-Velay, les pauvres savent compter.**

**Mais à Paris, les riches aussi : « le Groupe a introduit une nouvelle politique de dividende, basée sur un taux de distribution de 65 à 75 % », « sont provisionnés 830 000 Euros par an de retraite chapeau »...**

**En 2014, comme en 2013, en 2012, etc., chaque abonné au gaz a versé 304 Euros aux actionnaires de GDF-Suez. C'est un véritable impôt inversé, qui prend aux travailleurs, aux retraités, pour donner aux riches.**

**S'est ainsi reformée une « grande féodalité économique ».**

**Qui soutire une rente à 11,5 millions de foyers.**

**Qui n'investit pas, qui n'imagine rien, qui se gave, juste.**

**On n'oserait pas faire un titre pareil, bien trop caricatural, alors on en laisse le soin aux Échos : « GDF-Suez : quand le dividende impose sa loi » (31/01/13)...**

Y'a de l'attente, dans le hall du Secours populaire, au Puy-en-Velay. Des femmes surtout, des mères avec bambins sur les genoux et des arrière-grands-mères un sac plastique Cora à la main, des assises et des debout, des habituées qui papotent entre elles gaiement et des c'est-la-première-fois gênées de se retrouver là, pauvre officiellement, et il faut poireauter quand t'es pauvre, faire la queue, passer derrière la vitre, exposer ton cas pour obtenir un colis alimentaire ou un bon d'achat.

J'hésite.

Je me lance au milieu d'eux, d'elles.

Pour une recherche de témoins à la criée.

« Excusez-moi, excusez-moi, hum hum... »

Le brouhaha s'éteint.

« Je me présente, je travaille pour un petit journal et je voudrais faire un article sur le gaz et je me disais que, peut-être, vous aviez des choses à raconter parce que... »

Ma phrase à peine achevée, suspendue, que le brouhaha reprend de plus belle, tumultueux, ouh la la que oui, qu'elles en ont à raconter, et que « Moi GDF me réclame 3 000 Euros » à ma gauche, et que « Moi ils m'ont coupé du jour au lendemain » à ma droite, et que « Moi ils ont doublé leurs tarifs » à l'entrée.

Je ne sais plus où donner de l'oreille, du stylo, du calepin.

« Mais pour qu'on ait des chiffres exacts, est-ce que vous auriez, avec vous, des factures ? »

Ils, elles s'insurgent.

Des factures, mais à quoi ça pourrait bien leur servir, les factures ?

« Tout ce qu'on paie, on le connaît par coeur ! »

Monsieur Mahamir, par exemple : « Il y a deux ans, GDF me facturait 19 Euros par mois pour l'eau et la cuisine. Maintenant, 31,45 Euros, soit 314,50 Euros à l'année puisqu'ils étalent sur dix mois. Des fois, j'achète une bouteille de gaz pour cuisiner...

- Et vous pensez que ça vous revient moins cher ?

- Ça nous tient deux mois. Pour 34 Euros. »

Il m'aligne des chiffres, tous azimuts : « L'eau, ça varie entre 250 et 260 Euros mensuels... Le téléphone, ça tourne autour de 39 Euros... L'OPAC, 59,45 Euros... Le Trésor public, ça a passé de 17 à 19 Euros par mois, je suis en prélèvement automatique... L'électricité, j'étais à 17 Euros, c'est monté à 32 Euros, et ils se sont rendu compte que je ne consommais pas beaucoup, donc c'est redescendu à 23 Euros. Mais le gaz, lui c'est le pire, il a jamais redescendu, il est resté à 31,45 Euros. »

Tous ces chiffres, moi, je les méconnaissais, à peine si je la regarde, distrait, ma facture, lorsqu'elle me parvient, et je la

néglige sur une étagère, je tarde à coller un timbre, j'oublie de joindre un RIB, cadet de mes soucis. Eux, non, eux, ces chiffres, ça leur hante les nuits, ça leur fait comme une sarabande de cauchemars, ça leur donne des suées de comment qu'on va payer, ils ne l'expriment pas comme ça, sans doute, mais ça se devine dans la précision des centimes, « 31,45 », dans la science des taux de TVA, « 5,5 % sur les abonnements, 19,6 % pour la consommation, 20 % pour la taxe intérieure », calculs faits et refaits, moulinsés et re-moulinsés, pour parvenir au bout du mois. Et il va falloir s'habituer à cette poésie, aujourd'hui, à cette litanie des chiffres.

« Je propose de vous écouter dans la petite salle là-bas, derrière, comme ça on sera au calme pour discuter. »

**« Je ne vous paie pas pour que vous m'indiquiez les articles du code m'interdisant de reformer, mais pour y trouver ceux qui vont me le permettre »**



### **Merci Marcel !**

« L'accord s'est fait en définitive pour appeler notre mécanisme Electricité et Gaz de France (E.G.F.). » Le 18 janvier 1946, Marcel Paul, ministre de la Production industrielle, livre une conférence de presse sur « l'industrie gazière », « stagnante en France », avec des « outillages terriblement vieux », qu'il va nationaliser pour mieux moderniser, « avec un programme d'équipement qui touche à six régions du pays : transport du gaz des cokeries du Nord et du Pas-de-Calais vers la région parisienne, etc. »

Jusqu'alors, huit cents compagnies électriques et gazières se partagent le territoire. Durant des décennies, elles ont peu investi, se sont gavées plutôt.

Un gros gâteau, il faut dire.

Une véritable rente.

Et le patronat, à la Libération, ne se met pas à la diète sans lutter. Il ne se bagarre pas directement, c'est trop risqué, avec un programme du Conseil national de la Résistance qui prévoyait « le retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol », et même « l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie », avec des communistes sortis de la guerre et des élections en vainqueurs, avec un De Gaulle Premier ministre et lui-même favorable à ces nationalisations.

Il vaut mieux ruser, jouer la montre.

À l'Assemblée, la commission sur le projet d'E.G.F. est ainsi présidé par un homme de droite, du M.R.P., Jean-Marie-Louvel, lui-même administrateur de la Société Générale d'Entreprises, et directement lié aux patrons de l'industrie électrique. Face à Marcel Paul, il propose un contre-projet, repoussé certes, mais c'était toujours du temps

de gagné.

L'offensive est remplacée par une guérilla parlementaire, une bataille d'amendements, sur un article puis le suivant, des mois de travail, jour et nuit, pour que le ministre et ses proches ripostent à ces assauts.

Jusqu'au sein de son cabinet, Marcel Paul doit affronter les freineurs : « Je ne vous paie pas pour que vous m'indiquiez les articles du code m'interdisant de réformer, mais pour y trouver ceux qui vont me le permettre », lance-t-il à ses juristes.

C'est que le chrono tourne.

Bientôt, dans quelques semaines, l'Assemblée constituante doit clore ses travaux. La fenêtre d'opportunité, ouverte par l'histoire, se refermera. Il sera trop tard pour l'espoir.

Marcel Paul ne baisse pas les bras, loin de là.

Cet enfant de l'Assistance, né en 1900, placé comme commis de ferme, trimant quinze heures par jour dans les étables, habitué aux coups et aux insultes du maître, mutin dans l'armée à Brest en 1919, seul gréviste à Saint-Ouen (et donc viré), agitateur partout jusqu'à l'embellie du Front populaire - où il réalise crèches, secours d'urgence, hôpitaux pour les vieux -, deux fois prisonnier en Allemagne et s'évadant deux fois, lançant un attentat contre Goering, déporté à Auschwitz puis Buchenwald, cet homme-là ne renonce pas facilement.

Mais seul, fût-il héroïque, qu'aurait-il pu ?

Avec lui, il avait la masse.

Pour faire plier ses adversaires, il crée des « groupes de travail » dans chaque branche : de quoi mobiliser les syndiqués et s'appuyer sur eux. Il réunit deux conférences nationales sur ces questions. Les deux réseaux, électricité et gazier, sont prêts à une action directe. Enfin, Léon Jouhaux et Benoît Frachon, les dirigeants de la C.G.T. encore unifiée, signent une lettre publique.

Les conservateurs cament : ils ne veulent pas de conflit franc.

« La ténacité du Parti, conclut Marcel Paul, l'action des syndicats et des travailleurs imposaient enfin ce projet qui était voté le 29 mars 1946 », sur le fil, alors que la session de la Constituante s'achevait.

Mais cette pilule, jamais le patronat ne l'a avalée.

Dès les années 50, Jean-Marie Louvel devient, sous plusieurs gouvernements, ministre de l'Industrie, et il se fait sans surprise le porte-parole des producteurs privés. En vain.

Dans les années 70, « le prince des affaires », Ambroise Roux, P.D.G. de la Compagnie Générale d'Électricité, proche de Pompidou, président de l'A.F.E.P. (l'Association française des entreprises privées - la branche dure du Medef, qu'il préside) répète sa marotte : le retour aux compagnies privées du gaz et de l'électricité. Toujours en vain. Dans les années 1980, même, Jacques Chirac revient à Matignon en libéral, privatise à tout-va, mais ne touche ni au gaz ni à l'électricité.

C'est que ça marche, plutôt.

Les Français sont contents.

Plébiscitent, dans les sondages, leurs services publics.

C'est un souci, quand ça marche...

### **Sylvie, la cinquantaine :**

**« Vous verrez s'ils mettent pas des gros pulls ! »**

« Y'a quatre ans, tout allait bien. Je percevais mon allocation handicapée, 759 Euros, ça n'a pas bougé, mais ce qui m'a basculée, c'est au niveau du gaz. Je suis venue au Secours populaire à cause d'eux, je ne pouvais plus acheter de lait, de trucs. C'est monté à 258 Euros pour deux mois, contre 104 Euros avant...

- Vous chauffez beaucoup !

- Là, vous me faites la même réflexion que GDF : "Vous vous chauffez trop !" Mais chez moi, je suis à 16°, 17° maximum. Si des gens de là-haut ils venaient, des ministres, des choses comme ça, qui mangent bien, qui sont au chaud, qu'ils y viennent dans mon appartement, je leur prête, mais pas pour passer un réveillon, pour une semaine, quinze jours en hiver, vous verrez s'ils mettent pas des gros pulls, et moi j'échange avec Matignon !

258 Euros, je me noyais. Mon assistante sociale de secteur a essayé de s'arranger avec GDF, de proposer des solutions, mais ils s'en foutent. D'abord, il faut les appeler vingt fois pour un contact, et quel contact ! Oh la la ! "Il faut

payer." Point barre. Que j'aie des enfants, que la priorité c'est leur donner à manger d'abord, ils s'en fichent. "Il faut payer." J'ai beau faire des pieds et des mains...

L'électricité, en comparaison, ils sont super-gentils. J'avais des ennuis avec la facture de novembre, 365 Euros d'EDF, j'ai téléphoné, la dame a parlé à son chef, "Attendez, je vous fais une proposition", elle est revenue, "Vous me payez 77 Euros en décembre, et 144 Euros en janvier et février." C'est gentil ça, ils sont conciliants.

Mais GDF, ils m'ont prélevé sans prévenir de 139 Euros en décembre. C'est pas sympa, juste au moment de Noël. Il me reste quoi, comme budget pour mes petits loulous ? Pour les cadeaux et le repas ?

Heureusement, mes bichettes, elles sont compréhensives. Au collège, au lycée, les autres portent de la marque, elles pas. Je leur paie quand même un forfait de 9,90 Euros, ça c'est obligatoire...

- Ah bon ?

- Ben oui, pour qu'elles soient en relation avec leurs amis, leurs collègues, qu'elles aient leur intimité. Et à cause de GDF, avec les dettes, je suis privée de carte bleue. J'étais en colère, beaucoup en colère contre le gouvernement et contre GDF. Ils ne se manifestent pas pour les petits, les assistantes sociales ont tout sur le dos. J'ai voté Hollande, mais j'aime bien les paroles de Marine Le Pen.

- Mais quand ils ont décidé la privatisation de GDF, vous en pensiez quoi ?

- Je m'en balançais. »

## « Tu dis oui ou tu dis non ? Il faut en finir. » Albert Frère, à Nicolas Sarkozy.



### Lionel et Sarko, même boulot ?

Le 3 septembre 2007, Nicolas Sarkozy dîne en tête à tête avec Albert Frère.

Le financier belge est un compagnon de route, et de longue date, du président. Il était à son QG de campagne, le 6 mai 2007, le soir de la victoire. Il a ensuite participé à la nuit du Fouquet's. S'est rendu en vacances au fort de Brégançon. Bientôt, à l'Élysée, on lui remettra la grand'croix de la légion d'honneur, notre plus haute distinction, qui « récompense les mérites éminents rendus à la nation », et de même pour son associé, le Canadien Paul Desmarais, que l'élu de la République loue ainsi : « Si je suis aujourd'hui président, je le dois en partie aux conseils, à l'amitié et à la fidélité de Paul Desmarais. »

De tels hommes ne se satisfont pas de breloques.

Les dettes - « je le dois » -, fussent-elles morales, ne se paient pas en colifichets.

Avec la complaisance de la Caisse des Dépôts, Albert Frère a revendu Quick et ses parts dans Eiffage, il est monté au capital de Suez, et depuis deux ans, malgré l'annonce par Dominique de Villepin, les affaires traînent : Suez et

Gaz de France n'ont toujours pas fusionné.

À cause des Français, hostiles à cette opération : mais comptent-ils, maintenant l'élection passée ? A cause des socialistes, vent debout à leur tour, mais idem. À cause du Conseil constitutionnel, qui a repoussé la fusion à l'après présidentielle. À cause de son ami Nicolas Sarkozy, surtout, bizarrement, et de sa guéguerre avec Villepin.

Le 6 avril 2004, alors ministre des Finances, Sarkozy avait, dans son style, martelé devant les salariés : « Il n'y aura pas de privatisation d'EDF et GDF. C'est clair, c'est simple, c'est net ! » Et un mois plus tard, sur le plateau de France 2, il s'était engagé derechef : « Par la loi, je vais donner la garantie que l'État ne descendra pas au-dessous de 70% du capital. » Et autres, « EDF-GDF ne sera pas privatisée, ni aujourd'hui ni demain », « Est-ce que nous voulons privatiser l'entreprise ? La réponse est non, non et non ! » Des promesses qui lui collent aux basques. « Tu dis oui ou tu dis non ? l'interpelle Albert Frère, lors de ce souper. Il faut en finir. »

Ainsi sommé de trancher, de choisir entre ses engagements devant le peuple et son attachement aux spéculateurs, Nicolas Sarkozy n'hésite plus. En moins de vingt minutes, le sort de GDF est scellé. L'entreprise passe dans le giron de Suez. L'État descend à 35,3 %. Et moins d'un an plus tard, le 22 juillet 2008, GDF-Suez est coté sur la place de Paris.

Le rêve bien réel de Marcel Paul agonise. Les Jean-Marie Louvel, les Ambroise Roux, prennent leur revanche post-mortem...

C'est pratique, avec Nicolas Sarkozy.

Si peu subtil.

Tellement visible.

Le capitalisme de connivences mis à nu.

Mais l'histoire ne se résume jamais à un dîner, et il a fallu mille autres complicités, renoncements, lâchetés, s'étalant sur plus d'une décennie, pour qu'ils parviennent à ça : au retour de la rente et des grandes féodalités économiques. Grâce à un allié majeur : l'Europe, le cheval de Troie des privatiseurs, qui déguise le débat idéologique en questions juridiques, qui maquille l'appétit de profits en valeurs morales, et qui convertit les socialistes à la « concurrence libre et non faussée ».

« Nous refusons la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profits », annonçait pourtant la plate-forme de la gauche plurielle, pour les législatives de 1997. Et deux années plus tôt, alors candidat à la présidentielle, Lionel Jospin le promettait au personnel d'EDF et de GDF : « Je défendrai le service public. [...] J'agirai pour rééquilibrer la construction européenne qui ne doit pas se réduire à un marché. [...] Je ne laisserai pas privatiser EDF-GDF. »

Mais à peine à Matignon, le même Jospin Lionel donne son accord à la « directive gaz » qui prévoit - faut-il le préciser ? - la fin des monopoles nationaux et la libéralisation du marché. Dominique Strauss-Kahn, alors au ministère de l'Économie, procède à la séparation de EDF et GDF. L'État vend à GDF les 29 000 kilomètres de gazoducs, de quoi rendre l'entreprise plus appétissante. Christian Pierret, ministre de l'Industrie, envisage de « privatiser GDF à 49 % », et des banques sont contactées pour ouvrir le capital. Mais devant la fronde des élus communistes, chevènementistes, écologistes - et la présidentielle approchant -, le débat parlementaire est repoussé. A Paris, l'offensive va piétiner jusqu'à l'élection.

Mais à Bruxelles, des étapes son franchies. À Lisbonne, plus exactement : au printemps 2000, s'y déroule un sommet européen, avec onze pays « de gauche » sur quinze, une réunion présidée par le premier ministre portugais, Antonio Guterres, lui-même président de l'Internationale socialiste. Et que décident ces progressistes ? « Le sommet européen de Lisbonne entérine une vision libérale de l'avenir de l'Europe, titre Le Monde, Lionel Jospin estime que le secteur public doit s'adapter ». Pour La Tribune : « Jacques Chirac et Lionel Jospin ont finalement accepté que les conclusions du sommet soulignent la nécessité d'accélérer la libéralisation dans des secteurs tels que le gaz, l'électricité, la poste et les transports. » Le 16 mars 2002, le Conseil européen se réunit à Barcelone, et lance « la phase finale de l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz ». Lionel Jospin valide.

Un mois plus tard, le 21 avril, il est éliminé au premier tour de la présidentielle... et les socialistes se redécouvrent de gauche ! C'est ainsi qu'ils entendent mener « la bataille du gaz », contre Raffarin puis Villepin. A l'automne 2006, les députés PS déposent 30950 amendements, une « utilisation massive » pour « faire comprendre aux Français la portée et les conséquences de la privatisation de GDF »...

La décence ne semble pas de mise.

Comme si les Français avaient besoin de comprendre.

D'éducation.

De pédagogie.

Comme s'il ne convenait pas, à l'inverse, d'abord, de faire comprendre aux dirigeants socialistes « la portée et les conséquences » des petits papiers qu'ils signent à Bruxelles, à Lisbonne ou à Barcelone. Et que les Français, nettement plus lucides, ne signeraient pas...

### **Sources :**

Les articles des Échos, beaucoup, de L'Humanité, un peu.

*Les Jours heureux, Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui*, La Découverte, 2010.

*22 juillet 2008 : La casse des services publics*, Martine Orange, Médiapart.

*Privatisation de Gaz de France : merci le PS !*, Laurence Kalafatides.

**Tous mes remerciements** à Olivier Vilain et Serge Boissy, du Secours populaire, qui m'ont guidé et accompagné dans mes recherches et sur le terrain.